

UN QUÉBEC RICHE
DE SES SAVOIRS ET DE SES ÉNERGIES
PASSER À L'ACTION

CONFÉRENCE DE MARCEL CÔTÉ

22 FÉVRIER 2011

Concept de :  **SECOR**

En partenariat avec :



Caisse de dépôt et placement
du Québec

En collaboration avec :


 **TELUS**



Desjardins


pwc

Développement
économique, Innovation
et Exportation

Québec 

LA PRESSE
leSoleil

Chefs d'entreprises

 **RJCCO**
Région de la Capitale
de Québec

 **Chambre de commerce
de Québec**
Après-vente des
Économistes agréés

 **fccq**

Fédération des chambres
de commerce du Québec

**QUÉBEC
INTERNATIONAL**
Développement économique

UN QUÉBEC RICHE DE SES SAVOIRS ET DE SES ÉNERGIES

PASSER À L'ACTION

Lorsque nous avons amorcé notre réflexion sur le développement du Québec, il y a maintenant deux ans, nous avons retenu quelques principes d'action. L'exercice devait déboucher sur des actions concrètes. Nous nous inspirerions des meilleures pratiques observées ailleurs et, à cet effet, nous avons identifié sept régions ou pays avec lesquels nous comparerions le Québec. Nous avons aussi formellement intégré le point de vue de la relève dans notre réflexion. Enfin, nous avons décidé que l'exercice ne serait pas complet sans que nous amenions les entreprises à s'engager individuellement dans la mise en œuvre de ce plan stratégique pour le Québec.

L'exercice s'inscrivait dans une société déjà en ébullition, où beaucoup d'initiatives étaient en cours pour dynamiser l'économie québécoise, de mesures fiscales au Plan Nord, en passant par la dérèglementation, la réforme des sociétés d'État, la promotion des nouvelles technologies, le capital de risque, et j'en passe. Mais nous sommes rapidement arrivés au constat que les principaux freins au dynamisme économique du Québec se retrouvaient dans ce qu'on peut appeler des aspects fondamentaux de notre société, tels des blocages que nous choisissons de ne pas voir, ou encore des attitudes de confort qui nous fermaient des horizons. Pour s'attaquer à ces aspects fondamentaux, il fallait plus qu'un Plan Nord ou une réforme de société d'État. Le plan d'action que voulions dégager du Focus stratégique se devait de toucher à des tabous, et de quitter les sentiers tranquilles sur lesquels on chemine trop souvent dans le débat politique. Il n'était pas question de remettre en cause nos valeurs, forgées par notre histoire et par notre statut de société distincte, et où l'on retrouve des idéaux de justice sociale et de solidarité. Mais comme nous l'avons constaté dans plusieurs autres sociétés distinctes, tout aussi sinon plus sociales-démocrates que le Québec, ces valeurs sont compatibles avec une forte performance économique.

Comme toute réflexion stratégique, l'exercice a débuté par une analyse des forces et des faiblesses du Québec, qui nous a révélé une surprise. Infatués de nouvelle économie, nous passions trop souvent à côté de l'immense richesse que constitue le patrimoine naturel du Québec, les ressources associées à notre sol, et plus globalement au territoire. Avec 0,1 % de la population du monde, nous occupons 1,1 % du territoire de la planète, soit dix fois plus. Dans un monde de plus en plus riche, en demande de ressources naturelles, mais sous pression pour mieux gérer son environnement naturel, son vaste territoire donne au Québec des atouts stratégiques importants.

Notre réflexion stratégique a été ponctuée de deux grands colloques et de nombreuses réunions de nos deux comités aviseurs. La réflexion a été aussi enrichie d'un flot continu de recherches par les équipes de SECOR. Il s'en est ultimement dégagé un plan d'action structuré autour de six grands axes. Un tel exercice ne peut faire abstraction

des efforts en cours, et il se fait actuellement de bonnes choses au Québec, exploitant d'importants leviers de croissance. Différents indices de progrès notés depuis quelques années, telle la hausse de la productivité, sont peut-être des signes avant-coureurs d'un changement de trajectoire pour l'économie du Québec. Il faut s'en féliciter, mais aussi redoubler d'efforts. Car les écarts à combler entre le Québec et le reste du Canada, près de 8 % au niveau du PIB per capita, ou avec les États-Unis, 20 % en matière de productivité, ne peuvent nous laisser indifférents.

LE ROLE CRITIQUE DU CAPITAL HUMAIN

La première dimension de tout plan stratégique de société au XXI^e siècle ne peut être que l'enrichissement de son capital humain. Les dernières années passeront peut-être à l'histoire du Québec comme des années charnières où les Québécois ont redécouvert le rôle central que joue l'éducation dans le dynamisme économique d'une société. Aveuglé par les mythes de sa Révolution tranquille, le Québec avait sombré dans une terrible indifférence face à la performance de son système éducatif. La persévérance scolaire n'est pas un mythe : en Finlande, seulement 2 % des jeunes ne complètent pas leur secondaire. Nous nous sommes réveillés. Je suis d'autant plus fier qu'un des premiers cris d'alarme sur notre laisser-aller collectif soit venu du milieu des affaires, avec la publication en 2008 de « Si on s'y mettait », par Jacques Ménard. Les initiatives pour contrer le décrochage scolaire abondent aujourd'hui. Le gouvernement s'attaquera au financement des universités en 2011, incluant l'épineuse question des frais de scolarité, où le gouvernement aura besoin de l'appui politique du milieu des affaires. Le Focus stratégique a dressé un bilan très positif de cet éveil.

Je me permettrai de souligner deux autres initiatives à mettre en œuvre. La première est de revaloriser la profession d'enseignant, pour y attirer et y motiver les meilleurs. Si elle va au-delà du discours, cette revalorisation a des conséquences quant aux exigences, quant à la rémunération et même quant à l'implication du milieu dans les instances de formation des enseignants. La deuxième est d'attaquer la responsabilité du milieu des affaires dans le décrochage scolaire. Les jeunes quittent prématurément les bancs d'école pour aller travailler dans l'entreprise. Nos comités aviseurs ont proposé une certification Édu-responsable, reflétant un engagement de promouvoir le développement des compétences et la persévérance scolaire. Oui à des stagiaires, mais non au décrochage et non aux longues heures de travail qui encouragent l'abandon scolaire. Il y a d'ailleurs ici aujourd'hui dans cette salle plusieurs dirigeants d'entreprises qui s'attaquent à ces questions et qui, dans leur quotidien, luttent contre le décrochage scolaire au lieu de simplement en parler dans les cocktails.

LE ROLE ET LA PLACE DU GOUVERNEMENT

Le deuxième élément de la stratégie a trait au rôle du gouvernement. Le Québec fait cavalier seul en Amérique du Nord, un « outlier », dit-on en anglais. Les gouvernements occupent une immense place dans l'économie. Plus de 50 % du revenu national transite entre les mains des trois paliers de gouvernement, recueilli par une panoplie de taxes et tarifs : un dollar sur deux, le niveau le plus élevé d'Amérique du Nord. Les gouvernements en redistribuent presque la moitié, sous forme de paiements de divers ordres, allant des allocations familiales aux crédits d'impôt remboursables à la R et D, et à l'intérêt sur la dette. Mais il y a le reste, qui est dépensé par les gouvernements, en salaires ou en achats de biens et services, plus du quart de l'économie du Québec, en fait 27 % du PIB du Québec en 2008, selon Statistique Canada, aussi le plus élevé d'Amérique du Nord. Cette partie de la production nationale est soumise au cadre de travail du secteur public et est régie, directement ou indirectement, par les règles des Conseils du trésor fédéraux, provinciaux ou locaux, des règles qui ont été élaborées il y a longtemps, quand les gouvernements jouaient un rôle beaucoup plus modeste dans l'économie, et surtout conçues pour encadrer les activités régaliennes des gouvernements, c'est-à-dire leurs processus de législation, de décision et d'allocation des ressources publiques, de même que le prélèvement de taxes. Ce cadre n'a pas été conçu pour encadrer la cueillette des déchets, l'opération dans une salle d'urgence, la construction d'une route ou la gestion d'un amphithéâtre multifonctionnel. Pour ces activités, il s'agit d'un cadre très inefficace. Un déséquilibre majeur découle de l'ampleur de l'implication du gouvernement provincial et de ses créatures, les municipalités, dans la livraison de biens et de services.

Selon nos estimations, ces activités opérationnelles représentent en effet plus de la moitié du 27 % du PIB qui est généré par le gouvernement. L'inefficacité qui s'en dégage est un boulet pour l'économie. Le gouvernement doit se recentrer sur ses fonctions nobles, soit de décider, de redistribuer, de réglementer, de planifier et de gérer les grands équilibres sociaux et économiques. Il doit laisser les activités d'opération, pour lesquelles il est mal équipé, à l'économie privée prise au sens large, qui gère l'autre 73 % de l'économie.

Le secteur de la santé est un microcosme du problème, avec un système bâti selon un modèle de monopole corporatiste, contrôlé par le ministère et ses agences régionales, avec des règles uniformes, des conventions collectives provinciales, une budgétisation centrale, et un sous-investissement chronique dans la maintenance, tous des problèmes bien connus des monopoles corporatistes. Autant les Québécois tiennent-ils à un système public de santé, autant déplorent-ils les ratés du système actuel. Nous devons remettre en cause le statu quo et, plus spécifiquement, cet éléphant qu'est l'exploitation publique du système. Le pays qui a le meilleur système

de santé au monde, la France, a 50 % de son système hospitalier dans le privé et impose à tous un ticket modérateur, autant pour les actes médicaux que pour les médicaments. Comparé au nôtre, leur système est plus juste, plus accessible, de meilleure qualité, et coûte moins cher. Nous devons remettre en cause l'organisation de notre système de santé, et appliquer à l'organisation de son exploitation les principes de l'économie privée.

Mais la santé n'est qu'un des volets de l'administration publique qu'il faut remettre en cause. La social-démocratie québécoise ne survivra pas à moins qu'elle ne se structure plus efficacement. L'empreinte gouvernementale dans le PIB du Québec est de 20 % plus grande que dans le reste du Canada, essentiellement dû à la présence de structures publiques et parapubliques dans la prestation de services. L'éducation, le loisir, le transport public, la construction de routes, la provision de services publics sont autant d'activités où une réflexion de remise en cause se justifie.

Ce recentrage de l'activité gouvernementale lui permettrait de s'attaquer à un des plus grands risques que court actuellement le Québec : notre dette publique, la plus élevée per capita en Amérique, et une des plus élevées du monde entier, et ce, essentiellement à cause du très haut niveau d'endettement du palier provincial. Abaisser le niveau d'endettement public provincial est un élément incontournable d'une stratégie à long terme. Toute hausse des taux d'intérêt ou toute crise de confiance envers la dette publique en Amérique du Nord, suite par exemple au défaut de quelques états américains, pourrait créer d'importantes difficultés de refinancement au gouvernement du Québec. Nous avons déjà franchi une importante première étape dans l'assainissement de notre bilan, soit la large acceptation par la population du principe du déficit zéro. Il faut s'attaquer au deuxième volet : réduire le niveau effectif de dette. La Norvège nous montre la voie. Nous pourrions affecter directement à la réduction de la dette du Québec les revenus de royautés que le gouvernement du Québec tire de l'exploitation de ses ressources naturelles, y compris l'hydro-électricité, et ce, tant que notre endettement collectif ne retombera pas sous la moyenne canadienne.

RESSOURCES ET ENERGIE

Le troisième axe s'attaque au volet ressources et énergie, où le Québec doit d'un côté perdre ses illusions de bien faire, et de l'autre, tirer profit de son immense potentiel dans une optique de développement durable. Sur le plan énergétique, le Québec affiche un important déficit, associé à l'automobile. Nous nous gargarisons d'être environnementalistes à cause de l'abondance de nos ressources hydro-électriques. Mais nous utilisons très mal cette énergie, vendue à moins de 50 % de sa valeur économique, et servant en grande partie à la chauffe, ce qui est du gaspillage de riches dans le cas d'une énergie aussi noble que l'électricité.

Le Québec doit repenser sa politique électrique, sa tarification, ses utilisations domestiques et ses exportations, dans un contexte d'une double optimisation de l'empreinte environnementale et de la valeur économique. Il pourrait en découler de profonds changements que nous devrions avoir le courage de faire.

Les débats en cours sur l'exploration minière et le gaz de schiste révèlent que la société québécoise est très peu préparée pour attaquer les enjeux économiques et environnementaux qui découlent de l'exploitation de ses richesses naturelles. Le gouvernement du Québec doit mieux s'équiper pour y jouer ses deux rôles fondamentaux : élaborer des politiques claires de développement et fournir un cadre réglementaire réfléchi et efficace. Nous devons aussi y accroître la présence d'entreprises d'ici. Les quelques-unes qui y œuvrent doivent d'ailleurs aller la plupart du temps se financer hors du Québec, nos institutions financières connaissant très peu ces industries. Grâce aux progrès récents des technologies d'exploration et à la hausse du prix mondial des denrées, l'immense territoire québécois dégage un potentiel énorme de création de valeur. À Malartic, sur un territoire minier exploité depuis 70 ans, Osisko, une société minière québécoise, a trouvé grâce aux nouvelles technologies d'exploration l'un des plus grands gisements aurifères au monde, permettant l'extraction de 50 kilos d'or par jour (1 600 onces) pendant une quinzaine d'années.

Le concept du développement durable a été grandement inspiré de la politique de développement des ressources pétrolières de la Norvège dans les années 1990, sous la direction du premier ministre de l'époque, Gro Brundtland, qui par la suite a présidé la Commission des Nations Unies sur le développement durable. Les Norvégiens ont harmonisé une stratégie industrielle et une stratégie environnementale pour optimiser la richesse de leur sol et de la mer, devenant en moins de quinze ans le pays le plus riche sur terre, dans le respect des valeurs environnementales et sociales que nous chérissons au Québec. Nous pourrions viser les mêmes objectifs au Québec.

ENTREPRENEURSHIP

Le quatrième axe stratégique est l'entrepreneurship. Selon les indicateurs de la Fondation de l'entrepreneurship, le Québec est en perte de vitesse par rapport au reste du Canada, particulièrement chez les jeunes. Nous devons donner un coup de barre pour relancer l'entrepreneurship au Québec. Plusieurs initiatives privées méritent d'ailleurs d'être soulignées, telles la Fondation de l'entrepreneurship, les clubs entrepreneurs étudiants, et l'École d'entrepreneurship de Beauce. Mais il faut faire plus, car nous sommes loin du bouillonnement des années 80 et 90. Il faut aussi se préoccuper des attitudes de méfiance envers l'entreprise qu'on retrouve parfois dans le débat public. On tend souvent à oublier, au Québec, que l'entreprise privée est le mode privilégié pour l'organisation de

l'activité économique dans le monde industrialisé. Le milieu des affaires doit investir dans la promotion de l'entreprise au Québec.

DES POLITIQUES TERRITORIALES PLUS COHERENTES

Le cinquième axe porte sur la cohérence des politiques économiques territoriales. On peut diviser le Québec entre le Montréal métropolitain, 49 % de la population, le cœur du Québec, de Gatineau à Rimouski, avec 41 % de la population, et les régions excentrées, telles la Gaspésie et l'Abitibi, avec 10 % de la population.

Le chaînon qui va mal est celui de Montréal. Mario Polèse, dans un livre récent, a classé Montréal à l'avant-dernier rang des quelque 70 grandes villes mondiales pour son rôle moteur. Un groupe de travail que j'avais l'honneur de co-présider avec Claude Séguin s'est penché sur cette question. Le gouvernement du Québec (et les politiciens de tous les partis en sont responsables), est coupable d'une très mauvaise gouvernance pour gérer les enjeux de Montréal.

Mais les politiciens ne font que refléter les attitudes de la population. D'autres pays et régions ont su bien équilibrer les tensions entre les sous-régions. C'est le cas en France de la région de Rhône-Alpes, avec ses pôles de Lyon et Grenoble, et des Pays-Bas, avec Amsterdam et Rotterdam.

Avec le développement des télécommunications et dans un contexte où nos ressources naturelles sont valorisées, la territorialité prendra plus d'acuité. Nous devons nous doter de meilleures politiques, qui permettront en particulier à Montréal de jouer le rôle de moteur économique qui revient à une métropole.

LA MONDIALISATION

Le dernier axe est l'adaptation du Québec à la réalité de la mondialisation. Il faut réconcilier notre quête identitaire, comme minorité francophone d'Amérique, avec l'impératif de l'ouverture sur le monde où, entre autres, la lingua franca est l'anglais, qui est encore vue par certains comme une langue d'assimilation, une menace à notre identité.

L'économie nouvelle est structurée autour des communications. Bien que d'importants progrès aient été faits depuis dix ans, il reste beaucoup d'attitudes à changer. Le français sera toujours notre langue commune et notre langue publique. Mais nous devons revoir nos politiques d'apprentissage de langue seconde afin que tous les Québécois puissent être capables de communiquer avec le reste du monde. Les Québécois peuvent devenir tous bilingues, voire trilingues, sans qu'il y ait menace à notre identité. Les pays scandinaves, et en particulier la Finlande, sont des modèles en ce sens.

La mondialisation a un autre visage : la montée de l'immigration. Les pays et les régions sont en concurrence pour le talent. Le Québec n'est pas gagnant sur cet aspect. Un indicateur traduit bien nos défis : le taux de chômage des immigrants, qui est beaucoup plus élevé au Québec qu'en Ontario ou en Colombie-Britannique. Ce n'est pas la faute des immigrants, qui sont d'aussi bonne « qualité » au Québec qu'ailleurs, selon une étude de l'INRS. Ce sont les employeurs, et vous en êtes tous, qui hésitent au Québec à recruter des immigrants, particulièrement hors de Montréal, où seulement 20 % des immigrants choisissent de s'installer. Les entreprises du Québec sont interpellées par ces carences. Le Québec doit mieux intégrer ses immigrants, et la responsabilité première relève des entreprises.

UN TABLEAU DE BORD

Nous avons retenu six axes prioritaires. La conjoncture économique pourrait en justifier d'autres. Mais ne nous méprenons pas, nos défis économiques ont des assises structurelles, qui visent par ailleurs nos six axes prioritaires. Nous avons développé un tableau de bord pour suivre l'évolution de la performance du Québec sur ces éléments. Nous ne réussissons dans l'économie de demain que si nous sommes bien éduqués, que si nous attirons des cerveaux, que si nous avons notre lot d'entrepreneurs et que si nous sommes ouverts sur le monde. Nous ne pourrions tirer de grandes richesses de nos ressources naturelles, à commencer par l'hydro-électricité, que si nous savons bien les exploiter, que si le cadre législatif et réglementaire est adéquat, et que si leur exploitation respecte l'environnement, une condition sine qua non à tout consensus politique. Enfin, nous aurons une économie plus productive et plus créatrice de richesses si le gouvernement joue bien son rôle essentiel, et laisse à la société civile les activités pour lesquelles il est mal équipé, ce qui ramènerait sa place dans l'économie à des niveaux comparables à celui qu'on observe dans des pays tout aussi justes et sociaux-démocrates que nous prétendons l'être, mais qui sont plus productifs.

Réussir à changer ces facteurs fondamentaux se reflétera dans une productivité croissante, permettant au Québec de se rattraper sur cet indicateur fondamental. La productivité est le bulletin de performance économique d'une société, et il sera explicité dans le tableau de bord qui en fera le suivi.

Composé de quarante indicateurs, le tableau de bord permettra de jauger, d'année en année, l'évolution de l'économie québécoise, sur des critères aussi variés que la connectivité Internet de notre économie à l'échelle mondiale, le taux de décrochage au secondaire, et le niveau des emprunts publics.

DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS

Ce tableau de bord a un objectif : documenter le progrès qui résultera des efforts de tout un chacun pour faire du Québec une

société riche de ses savoirs et de ses énergies. L'une des prémisses de l'exercice était un engagement des participants à faire leur part, dans le cadre de la stratégie retenue. Nous sommes par ailleurs conscients des efforts en cours qui précèdent le Focus stratégique. Plusieurs entreprises sont déjà engagées dans la lutte au décrochage scolaire. D'autres sont impliquées dans la promotion de l'entrepreneurship. Le GP2S prend la relève du gouvernement dans la promotion des bonnes habitudes de vie dans le milieu de travail. Mais il reste beaucoup à faire.

Nous demandons un double engagement de la part des entreprises qui ont participé au Focus stratégique : s'engager de façon concrète dans une action s'inscrivant dans le cadre d'un axe du plan stratégique, et amener d'autres entreprises à prendre des engagements similaires.

Le rattrapage économique du Québec implique de profonds changements d'attitudes et de façons de faire. Il y a cinquante ans, la génération qui nous a précédés avait lancé la Révolution tranquille, bouleversant les mentalités et les façons de faire pour répondre aux défis de cette époque. Le Focus stratégique invite le milieu d'affaires québécois à lancer une nouvelle révolution, pour s'attaquer aux défis d'aujourd'hui. Mais cette révolution n'aura de sens, voire de réalité, que si elle est soutenue par un engagement du monde des affaires. C'est le but ultime de l'exercice du Focus stratégique qui, aujourd'hui, entre dans sa phase de réalisation.